

Pour donner suite aux revendications exprimées lors de la réunion en plénière du 4 aout écoulé avec les regroupements de la Société civile citoyenne tels :

AGIRAD-AHDEN-AJEA-C.N.J.L-CARDH-CED'H-CFM-CONFERENCE EPISCOPALE-CSGS0-CSTH-FADHRIS-FLCC-FONDAMA-FNH-FRAGER-GRASSADEC-JEUNESSE MONTANTE-KALEJE-KFM-KOLEZEPOL-M.C.U.H-M144-MLH-MOPOD-MOSA-OHAM-REVEY SITWAYEN-RKE-RNDDH-SEKTE REVANDIKATIF-SKL-SUN-SYNDICAT DES GREFFIERS-WYNN
RESERVE ECOLOGIQUE ;

Considérant les évènements violents des 06, 07 et 08 juillet 2018;

Considérant que le premier ministre Jack Guy Lafontant a été contraint de donner sa démission le 14 juillet dernier ;

Considérant que les autorités exécutives et législatives ne semblent pas prendre la dimension de la crise au point que nombre de voix s'élèvent pour réclamer le départ tant du président de la république que des parlementaires en poste ;

Considérant que la population sombre de plus en plus dans le désespoir et que la misère s'aggrave chaque jour et atteint de plus en plus de familles ;

Considérant la déliquescence et l'effondrement de nos institutions ;

Considérant l'impunité qui règne dans le pays et l'arrogance de ceux là qui dilapident les fonds publics ;

Considérant le désarroi de nos jeunes qui envisagent de laisser le pays en quête d'un meilleur avenir;

Considérant que les Fonds Petro Caribe et CIRH ont été dilapidés au vu et au su de tous, alors qu'ils étaient sensés contribuer au développement du pays ;

Considérant qu'il est impératif que la majorité dite silencieuse s'engage et participe au redressement de notre pays et devrait se positionner par rapport à cet état de dégénérescence accélérée ;

Considérant enfin que seule une ENTENTE NATIONALE sur la construction du pays et sur les grands défis à relever aidera le pays à sortir du chaos ;

LE COLLECTIF DU 4 DECEMBRE et les regroupements de la société civile demandent instamment :

1. La mise en branle immédiate du procès sur la dilapidation des fonds Petro Caribe et l'application des sanctions appropriées pour tous les coupables, sans exception
2. La mise en place des Institutions Régaliennes : Conseil Electoral ; Cour Constitutionnelle ; une vraie Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif ; la redéfinition et la structuration des ministères ; une clarification des autres institutions indépendantes

3. La mobilisation rapide des citoyens vivant dans le pays et à l'étranger autour d'une Conférence Nationale impliquant tous les secteurs afin d'arriver à une ENTENTE NATIONALE sur les enjeux tels entre autres : le Système éducatif; le Système de santé ; le Système judiciaire ; le Régime politique et la redéfinition des chambres du parlement; le Système économique ; le Système cadastral ; le Découpage territorial ; le Système d'Identité nationale ; la Sécurité Nationale ; la Protection territoriale ; le Système de renforcement des partis politiques ; le Système de développement de la production nationale ; les grands chantiers infrastructurels
4. La consolidation des éléments de cette ENTENTE à travers une Nouvelle Constitution
5. La sensibilisation des citoyens sur la nécessité de leur engagement pour le pays
6. La réalisation d'élections dans trois ans pour combler les postes électifs.

Faute par les autorités en place de s'engager dans cette voie de reconstruction, les citoyens n'auront d'autre choix que de se mobiliser pour qu'une nouvelle équipe prenne la gouvernance du pays avec pour mission d'appliquer cette feuille de route.



Jean-Robert Argant
Coordonnateur Général
24 août 2013